

**Accord professionnel**

**ENTREPRISES DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER**

---

ACCORD DU 12 NOVEMBRE 2009  
RELATIF À L'INCAPACITÉ TEMPORAIRE DE TRAVAIL  
POUR MALADIE OU ACCIDENT

NOR : ASET1050366M

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet, dans le cadre de la convention collective nationale du diagnostic technique immobilier, d'adapter et d'améliorer les dispositions légales.

Les signataires ont décidé de conférer une valeur impérative à cet accord. Ainsi il ne pourra être dérogé au présent texte par accord d'entreprise, sauf clause plus favorable.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Incidence sur le contrat de travail*

Suspension du contrat de travail :

Les absences justifiées par l'incapacité temporaire de travail pour maladie ou accident, dûment constatée par certificat médical, ne constituent pas une cause de rupture du contrat de travail, mais une suspension de celui-ci.

Les appointements seront maintenus à l'intéressé tant qu'il sera malade, dans les limites prévues ci-après.

**Article 2**

*Indemnisation*

A défaut de régime globalement plus favorable dans l'entreprise, les dispositions ci-après sont applicables.

## 2.1. Complément de rémunération

Après 1 an de présence dans l'entreprise, en cas d'absence pour maladie ou accident régulièrement constatée médicalement, l'employeur complète les indemnités journalières versées par les organismes de sécurité sociale et par un régime complémentaire de prévoyance.

## 2.2. Durée et montant de l'indemnisation

Entre 1 an et 5 ans d'ancienneté :

- 1 mois à 100 % de ses appointements bruts ;
- les 2 mois suivants : 70 % de ses appointements bruts,

selon les modalités d'application définies à l'article 2.3.

Plus de 5 ans d'ancienneté :

- 2 mois à 100 % de ses appointements bruts ;
- le mois suivant : 70 % de ses appointements bruts,

selon les modalités d'application définies à l'article 2.3.

## 2.3. Modalités d'application

Il est précisé que l'employeur ne devra verser que les sommes nécessaires pour compléter ce que verse la sécurité sociale et, le cas échéant, un régime de prévoyance, jusqu'à concurrence de ce qu'aurait perçu, net de toutes charges, le salarié malade ou accidenté s'il avait travaillé à temps plein ou à temps partiel, non compris primes et gratifications.

Si l'ancienneté fixée par l'un quelconque des alinéas précédents est atteinte par le salarié malade en cours de maladie, il recevra, à partir du moment où cette ancienneté sera atteinte, l'allocation ou la fraction d'allocation fixée par la nouvelle ancienneté pour chacun des mois de maladie restant à courir.

L'indemnisation s'entend dès le 5<sup>e</sup> jour d'absence pour maladie ou accident dûment constaté par certificat médical.

Les allocations fixées ci-dessus constituent le maximum auquel le salarié a droit pour toute période de 12 mois consécutifs au cours de laquelle il aura eu une ou plusieurs absences pour maladie ou accident non professionnel.

En cas d'incapacité suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle, le complément est garanti dès le premier jour de présence, sans condition d'ancienneté.

Pour les incapacités temporaires de travail supérieures à 90 jours, le relais des garanties sera assuré aux conditions prévues par l'accord prévoyance de la convention collective du diagnostic technique immobilier.

## 2.4. Maternité et adoption

Les conditions dans lesquelles le contrat de travail est suspendu en cas de maternité ou d'adoption sont régies par les articles L. 1225-8 et L. 1225-9, L. 1225-17 à L. 1225-26, L. 1225-37 et L. 1225-38, L. 1225-40 et L. 1225-41, L. 1225-43 et L. 1225-44 du code du travail.

Les salariées ayant plus de 1 an d'ancienneté dans l'entreprise à la date de leur arrêt de travail pour maternité ou adoption conserveront le maintien intégral de leurs appointements mensuels pendant la durée du congé légal sous déduction des indemnités versées par la sécurité sociale et les régimes de prévoyance.

L'aménagement du travail de la salariée est réalisé conformément à l'article L. 1225-7 du code du travail.

La salariée bénéficie d'une réduction d'horaire applicable comme telle ou prise dans le cadre d'une augmentation du temps de coupure. Cette réduction d'horaire correspond à une durée de 1/2 heure par jour, non cumulable, et sa répartition est faite sur la journée à la convenance de la salariée et après information de l'employeur.

La réduction d'horaire est applicable dès que la salariée a effectué la déclaration de son état auprès de son employeur.

La salariée bénéficie d'une autorisation d'absence pour se rendre aux consultations prénatales obligatoires. Ces absences n'entraînent aucune diminution de la rémunération et sont assimilées à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard des droits légaux ou conventionnels que la salariée tient du fait de son ancienneté dans l'entreprise.

Le parent désirant élever son enfant aura droit à un congé sans solde dans le cadre de la législation en vigueur.

## 2.5. Décès

Les dispositions relatives à l'assurance décès sont prévues par l'accord prévoyance de la convention collective du diagnostic technique immobilier.

### **Article 3**

#### *Formalités*

Les formalités en cas de maladie et d'accident doivent être conformes à la législation en vigueur.

Fait à Paris, le 12 novembre 2009.

#### **Organisation patronale :**

FNECI.

**Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;

CGT commerce ;

FNECS CFE-CGC ;

FEC FO.